

*La crise et la politique du gouvernement menacent nos conditions de vie et d'étude :*

# **Tous et toutes** **à l'Assemblée Générale !**

Dans le contexte actuel de crise qui fragilise gravement les conditions de vie et d'étude des étudiants, le gouvernement a décidé d'accélérer les « réformes » qui visent à soumettre l'enseignement supérieur aux intérêts privés. Dans la logique de la loi LRU contre laquelle se sont battus les étudiants l'année dernière, ces mesures affaiblissent aussi bien les filières, la qualification des diplômés, les perspectives offertes à la jeunesse, que le système d'aide sociale étudiante lui-même.

La circulaire de ce début d'année qui vise à supprimer le CAPES obligera les étudiants qui veulent enseigner à poursuivre leur cursus jusqu'à Bac +5, à la place de Bac +3, ne laissant d'autres choix que d'abandonner aux étudiants sans ressources importantes. Pire, au lieu d'un concours national et égalitaire, l'accès aux métiers de l'enseignement sera « masterisé », avec des contenus différents en fonction des universités. On constate que cette mesure est en parfaite logique avec la réforme Darcos d'autonomie des lycées, où ces derniers, mis en concurrence les uns avec les autres, recruteront leur personnel enseignant en fonction de leurs moyens et de critères locaux.

La suppression de 6 critères sociaux d'attribution des bourses a conduit à faire baisser le montant des bourses pour 50 000 étudiants. Les promesses de maintien temporaire de leur montant sont des mensonges : 35 000 boursiers qui ont démarché le CROUS pour faire valoir leurs droits ont été écartés. Mais ce n'est qu'un début : le gouvernement ne cache pas son ambition de substituer les bourses au mérite aux bourses sur

critères sociaux, et d'appliquer au CROUS une réforme identique à la LRU pour les universités. De structures publiques nationales, ces derniers se transformeront progressivement en agences régionales et locales chargés d'établir les critères d'attribution des bourses et des logements en collaboration avec les entreprises privées.

Le contrat doctoral unique est un projet que Valérie Pécresse veut voir entrer en application dans les prochaines semaines. Il conduira à soumettre la rémunération des doctorants au jugement des seuls conseils d'administration et des présidences universitaires devenues autonomes, dans le cadre d'une collaboration étroite avec les entreprises privées et publiques. Allocations de recherche et contrats de monitorat seront supprimés. Fini donc le peu d'indépendance qui restait aux activités de recherche universitaire, en particulier dans le domaine des sciences humaines et sociales !

L'application de la LRU, du Plan Licence et du Plan Campus conduit à renforcer les inégalités entre universités et l'éviction des classes populaires de celles-ci. Déjà, la sélection à l'entrée est instaurée de manière voilée, avec des refus d'inscription massifs dans le cadre de la procédure « post-bac » constatés cette année, y compris à Lyon2. Les entreprises privées entrent dans les Conseils d'Administration des universités, et participent aux décisions qui ont trait au contenu de nos diplômes. Avec l'« autonomie », le cadre national des diplômes vole en éclat, aboutissant à fragiliser les futurs travailleurs qui sont les étudiants sur le marché du travail.

Loin de ne toucher que l'université, cette politique de casse sociale est généralisée à toute l'éducation nationale et à toute la société. Il faut construire l'unité d'action avec les salariés ! Alors que la crise capitaliste pousse les classes populaires vers la misère, nous devons vaincre le pouvoir réactionnaire pour arracher des mesures qui permettront aux étudiants de protéger et d'améliorer leurs conditions de vie et d'étude. Nous proposons les revendications suivantes :

- **Maintien du CAPES à Bac + 3 !**
- **Ouverture massive de postes au concours !**
- **Abandon de toute réforme de privatisation du CROUS ! Augmentation des bourses en nombre et en facilité d'accès, bourses dont le montant doit suivre l'inflation !**
- **Retrait du contrat doctoral unique !**
- **Des allocations pour tous les doctorants !**
- **Non à la privatisation des universités : abrogation de la LRU et du Plan Campus !**
- **Financement de toutes les universités et filières à hauteur des besoins !**

Jeudi 13 novembre, l'UNEF appelle à des assemblées générales sur notre campus et dans toute la France. En dépit de nos démarches unitaires, la direction de cette organisation refuse pour l'instant que ces assemblées soient co-organisées avec toutes les forces militantes de lutte présentes à l'université. **Soucieux de permettre aux étudiants de peser sur la situation et dans un esprit constructif, nous appelons néanmoins tous et toutes à s'y rendre massivement pour s'informer, discuter des perspectives d'action et forger leur unité :**

**Assemblée Générale**  
**Jeudi 13 novembre – 13h Amphi C - Campus de Bron**

**Premiers signataires :** FSE, SUD Etudiants, UPC, JCML, des étudiants « sans étiquette » ...